



Un enseignant d'Orléans accusé de possession de pornographie juvénile



par **Patricia Lonergan**

[Voir tous les articles de Patricia Lonergan](#)

Article mis en ligne le 26 mars 2009 à 17:03

[Soyez le premier à commenter cet article](#)

Un enseignant de l'École publique Jeanne-Sauvé à Orléans fait partie des personnes arrêtés en lien avec la vaste enquête sur l'exploitation sexuelle qui a mené à l'arrestation de 57 personnes au pays, rapporte le Ottawa Sun. Paul Andre Dumais, 33 ans a comparu en cours mardi et est accusé de possession de pornographie juvénile.

Selon le site Web de l'école, il était l'enseignant d'éducation physique et d'anglais. Celui-ci a été retiré des ses fonctions.

Huit autres personnes de la région ont également été arrêtées dans cette opération policière.

Les autres personnes arrêtées sont :

- Michael Kennefick, 22 ans, d'Ottawa, accusé de possession de pornographie juvénile,
- Richard Contant, 46 ans, d'Ottawa, accusé de possession de pornographie juvénile,
- Thea Bradford, 38 ans, d'Ottawa, accusée de possession de pornographie juvénile et de possession de substances pour en faire le trafic,
- Robert Desmarais, 40 ans, d'Ottawa, accusé de possession de pornographie juvénile et de possession de substances pour en faire le trafic,
- Donal Etmanskie, 51 ans, d'Ottawa, accusé de possession de substances pour en faire le trafic,
- Stephane Durocher, 36 ans, d'Ottawa, accusé de possession de pornographie juvénile et de la rendre disponible,
- Andrew Burke, 43 ans, d'Ottawa, accusé de possession de pornographie juvénile et
- Patrick Dupuis-Gendron, 26 ans, de Gatineau, pour possession de pornographie juvénile et de la rendre disponible et possession d'une arme illégale. **(P.L.)**



cyberpresse.ca

Publié le 26 mars 2009 à 11h45 | Mis à jour le 26 mars 2009 à 23h56

Un enseignant d'Orléans arrêté

Huit personnes d'Ottawa-Gatineau accusées en lien avec de la pornographie juvénile



Une rencontre entre les parents des élèves, les policiers et la direction de l'école a eu lieu hier soir, à l'école Jeanne-Sauvé, dans le secteur Orléans, où un professeur, Paul-André Dumais, a été arrêté devant des élèves. Celui-ci a comparu lundi. Il est accusé d'un chef de possession de pornographie juvénile.

PATRICK WOODBURY, LeDroit



Louis-Denis Ébacher

Le Droit

Un enseignant de l'école élémentaire publique Jeanne-Sauvé, à Orléans, est au nombre des 57 personnes arrêtées dans le cadre de l'opération SALVO, la plus importante rafle dans le monde de la pornographie juvénile virtuelle de l'histoire du Canada.

Paul-André Dumais, 33 ans, d'Ottawa, fait partie des 57 suspects arrêtés d'un océan à l'autre tout au long de la semaine. La police d'Ottawa a arrêté huit autres personnes, dont un Gatinois ainsi que la seule femme au pays impliquée dans cette affaire de possession et de distribution de pornographie juvénile.

Dumais a été arrêté devant des élèves de l'école Jeanne-Sauvé, mentionne une lettre envoyée par la direction aux parents des élèves. Il a comparu au palais de justice d'Ottawa, lundi. Il est accusé d'un chef de possession de pornographie juvénile.

La direction de Jeanne-Sauvé a laissé le Conseil des écoles publiques de l'est de l'Ontario (CEPEO) commenter la situation, qui a publié un communiqué, dans son site Internet, confirmant que « M. Dumais est relevé temporairement de ses fonctions, et ce jusqu'à nouvel ordre ».

Une rencontre entre les parents des élèves, les policiers et la direction de l'école a eu lieu hier soir. « Tout est en place, et l'administration a fait un travail superbe », a réagi le président du CPEO, Georges Orfali. La direction a mis à la disposition des élèves son équipe spécialisée en intervention de crise.

« Puisque l'arrestation de M. Dumais a pris place sur le terrain de l'école, certains élèves ont pu en être témoin. Ils peuvent aussi être susceptibles d'être perturbés par la nature des chefs d'accusation déposés contre M. Dumais », peut-on lire sur la lettre envoyée aux parents, hier.

« Le Conseil a réagi dès qu'il a été mis au courant de l'allégation contre l'un de ses enseignants, en faisant enquête et en assurant les suivis nécessaires dans le respect des droits de toutes les parties et de la sécurité des élèves », a indiqué par écrit le directeur de l'éducation, François Benoît.

Dans la liste du personnel, disponible dans le site Internet de

Jeanne-Sauvé, on pouvait lire, hier, que Paul-André Dumais était affecté à l'éducation physique, à l'art dramatique, et à l'anglais.

Ailleurs

Richard Contant, 46 ans et Andrew Burke, 43 ans, tous deux d'Ottawa, doivent répondre à un chef d'accusation de possession de matériel pornographique.

Stéphane Durocher, 36 ans, d'Ottawa, est accusé de deux chefs pour possession et d'un autre pour avoir rendu disponible le même genre de matériel.

Le Gatinois Patrick Dupuis-Gendron, 26 ans, est accusé de deux chefs de possession et de diffusion de matériel pornographique juvénile et de possession d'une arme prohibée. Il a été arrêté à Gatineau par les policiers d'Ottawa.

Un mandat d'arrestation a été émis à l'endroit de Michael Kennefick, 22 ans, d'Ottawa. Ce dernier est à l'extérieur du pays et doit aussi être accusé de possession de matériel pornographique juvénile.

Les perquisitions de sept endroits ont permis un concours de circonstances inespéré pour les policiers d'Ottawa, qui ont découvert une importante quantité de drogue dans l'une des résidences visées, permettant de retirer du marché noir 60 livres de marijuana, d'une valeur de 250 000 \$.

Thea Bradford est la seule femme arrêtée dans l'opération policière pancanadienne. Elle est accusée de possession de matériel pornographique juvénile et de trois chefs supplémentaires pour possession de stupéfiants dans le but d'en faire le trafic. Robert Desmarais, 40 ans, d'Ottawa, est accusé pour les mêmes motifs que Bradford.

De son côté, Donald Etmanskie, 51 ans, n'est accusé que de possession de stupéfiants dans le but d'en faire le trafic.

Des progrès dans le renouvellement de la fonction publique, selon le rapport du greffier du Conseil privé

4200 embauches de nouveaux diplômés

PAUL GABOURY
pgaboury@ledroit.com

Le greffier du Conseil privé, Kevin Lynch, soutient que des

progrès importants ont été accomplis pour le renouvellement de la fonction publique au cours de la dernière année. Les différentes initiatives de recrutement ont

notamment permis de dépasser les objectifs avec l'embauche de plus de 4200 diplômés post-secondaires.

Dans son rapport annuel au



ARCHIVES, LeDroit

Les fonctionnaires exercent un rôle important dans l'apport d'idées, de conseils et de compétences, selon le greffier du Conseil privé, Kevin Lynch.

premier ministre, le plus haut fonctionnaire de l'appareil fédéral souligne le rôle essentiel de la fonction publique en cette période de crise économique mondiale.

Il soutient que les employés de l'État exercent un rôle important dans l'apport d'idées, de conseils et de compétences, ainsi que par la prestation de services dont le pays a besoin. Il croit donc essentiel de pouvoir compter sur une fonction publique efficace.

Soulignant que les défis du gouvernement du Canada et des Canadiens sont considérablement différents de ceux de l'année passée en raison de la récession, le gouvernement doit donc, plus que jamais, pouvoir compter sur une fonction publique professionnelle et impartiale dans ce processus visant à stabiliser le système financier et stimuler l'économie.

«Ce processus repose sur des idées, les conseils et l'expérience de la fonction publique, c'est-à-dire de tous les ministères et organismes capables d'exécuter les politiques et programmes dont a besoin notre pays en cette période difficile», souligne le greffier dans son rapport.

4200 embauches

Parmi les principaux progrès accomplis depuis l'an dernier, il souligne que les campagnes de recrutement auprès des diplômés post-secondaires ont dépassé les objectifs de 4000 embauches qui avaient été pris dans le Plan d'action pour le renouvellement. «Cet objectif a été dépassé. À compter de mars 2009, plus de 4200 offres avaient été faites», mentionne M. Lynch.

Au cours de la dernière année, un engagement avait été pris pour renforcer l'image de marque de la fonction publique. Or, l'une des initiatives de mettre à la disposition des chercheurs d'emploi un site Internet facile d'utilisation,

d'ici la fin 2009, n'est toutefois pas complétée. «Le projet suit son cours, quoique plus lentement que prévu», note le greffier.

Équité

Par ailleurs, le rapport souligne que des progrès ont été réalisés au chapitre de la représentativité dans quatre groupes d'équité en matière d'emploi.

En 2008, la représentation des femmes affichait les plus importantes augmentations et atteignait 54,9% par rapport à l'ensemble de la fonction publique, dont 41,2% chez les cadres. Des améliorations à l'égard des groupes visés, soient les femmes, autochtones et les personnes handicapées, dépassent leur taux de disponibilité dans la population active, souligne le rapport.

«Gestion efficace»

D'autre part, le rapport souligne que les grands changements faits au niveau de la gouvernance des ressources humaines a permis de créer une structure désormais plus simple et plus cohérente.

À la suite de ces changements, l'Agence de la fonction publique du Canada a été dissoute et ses activités ont été intégrées à une nouvelle entité des ressources humaines à l'intérieur du Secrétariat du Conseil du Trésor.

Dans les relations entre les gestionnaires et les employés, le greffier insiste pour dire que les employés sont en droit de s'attendre à une gestion efficace.

«Ils ont également le droit de savoir que leur bon rendement sera reconnu, et que les gestionnaires prendront les mesures qui s'imposent si leur rendement, ou celui de leurs collègues, est piètre. Pour satisfaire à cette attente fondamentale, il faut maintenir un dialogue ouvert entre gestionnaires et employés», avertit M. Lynch.

PROFIL DÉMOGRAPHIQUE DE LA FONCTION PUBLIQUE

263 000 employés (251 000 en 1983)

85,5% des employés sont nommés pour une durée indéterminée (poste permanent)

54,9% de femmes (42% en 1983)

Âge moyen : 44 ans

41,2% des cadres de direction sont des femmes (moins de 5% en 1983)

Âge moyen des cadres de direction : 50,4 ans

39,9% des employés travaillent dans la région de la capitale nationale

0,8% de la population canadienne travaille dans la fonction publique (1% en 1983)

70,6% déclarent l'anglais comme langue maternelle, 29,4% le français

Dites non à l'exagération.



cyberpresse.ca

LeDroit

613.562.0333 ou nouvelles@ledroit.com

Publié le 27 mars 2009 à 00h25 | Mis à jour à 00h30

Irréprochable... mais pas légale

Neuf places d'une garderie en milieu familial menacées



La propriétaire d'Au bonheur de nos petits coeurs, une garderie en milieu familial du secteur Hull, Marie-Chantal Brunette, a trois enfants «?à elle?», dont sa fille de 8 mois Marie-Soleil, en plus de s'occuper des quinze enfants qu'on lui a confiés. Le hic?? C'est neuf places non autorisées par son permis de six, aux yeux du ministère de la Famille.
PATRICK WOODBURY, LeDroit



Justine Mercier
Le Droit

Neuf enfants pourraient perdre prochainement leur place dans une garderie gatinoise parce que le ministère de la Famille n'autorise pas les services en milieu familial à accueillir plus de six enfants s'ils ne détiennent pas de permis à cette fin.

Après avoir cherché en vain une place à sept dollars par jour pour leur fillette, Rodrigue Gilbert et sa conjointe ont déniché une place non subventionnée à la garderie Au bonheur de nos petits coeurs, un établissement en milieu familial du secteur Hull. Ils doivent déboursier 31 dollars par jour, mais sont très satisfaits des services obtenus.

Mais voilà que la propriétaire de la garderie, Marie-Chantal Brunette, a reçu mardi la visite d'un inspecteur du ministère de la Famille.

« Elle m'a dit que c'est très bien organisé, que c'est une très belle garderie, mais que la loi ne permet pas que j'assume la garde de plus de six enfants de l'extérieur chez moi. »

La loi prévoit en effet que les garderies peuvent accueillir seulement six enfants, à moins qu'elles ne détiennent un permis ou qu'elles soient reconnues par un bureau coordonnateur. Comme la garderie de Mme Brunette

accueille chaque jour 15 enfants, en plus des trois de Mme Brunette, le ministère considère que neuf enfants sont en surplus.

Solutions

La propriétaire d'Au bonheur de nos petits coeurs se dit prête à restructurer sa garderie pour se conformer à la loi, mais demande au ministère de la Famille de lui accorder un délai afin d'éviter que les parents se retrouvent pris au dépourvu et que quatre éducatrices se retrouvent au chômage en cette période de crise économique.

Elle propose trois solutions au ministère, dont une qui impliquerait le déménagement de la garderie ailleurs qu'à son domicile.

M. Gilbert est pour sa part inquiet, parce que sa conjointe vient à peine de retourner au travail au terme de son congé de maternité.

« Des garderies, n'essaie pas d'en trouver, et encore moins des places à sept dollars dans les centres de la petite enfance : c'est comme chercher de l'eau dans le désert », s'exaspère-t-il.

Au ministère, la porte-parole Audrey Gagnon a expliqué qu'en cas de fermeture d'un service de garde, les parents doivent se rabattre sur la recherche d'une nouvelle place au même titre que tous les autres. Mme Gagnon réfère au localisateur de services de garde et aux services régionaux de renseignements du ministère.

Elle reconnaît cependant qu'« il n'y a pas de solution miracle » pour ces parents qui pourraient se retrouver du jour au lendemain sans garderie.

Cliquez pour profiter d'excellents tarifs interurbains.



cyberpresse.ca

Contactez la salle de rédaction

Publié le 26 mars 2009 à 23h57 | Mis à jour le 27 mars 2009 à 00h05

Le monde des affaires croit que les mesures annoncées pourront stimuler l'économie

Le budget est vu d'un bon oeil



La présidente-directrice générale du RGA de la capitale nationale, Joanne Lefebvre, estime qu'en annonçant un important déficit, le budget ontarien met aussi en place les mécanismes nécessaires pour affronter la crise économique.

Archives, LeDroit



Dominique La Haye

Le Droit

« Prudent, réaliste et visionnaire », voilà comment est perçu par les gens d'affaires le budget de l'Ontario annoncé hier et qui prévoit cette année un déficit record de 14 milliards \$.

La présidente-directrice générale du Regroupement des gens d'Affaires (RGA) de la capitale nationale, Joanne Lefebvre, estime qu'en mettant cartes sur table en annonçant un important déficit, le budget met aussi en place les mécanismes nécessaires pour affronter la crise économique.

« En annonçant un déficit de 14 milliards \$ cette année le gouvernement McGuinty montre qu'il prend les choses très au sérieux et qu'il prend les mesures nécessaires à court et à long terme. C'est un budget qui investit dans

l'économie, croit-elle. Pour ce qui est des petites et des moyennes entreprises, on se réjouit de ce qui est annoncé et du soulagement qu'apporteront les réductions d'impôts, ainsi que les investissements en infrastructure qui auront un impact positif sur la communauté d'affaires et dans l'économie. »

Larry O'Brien

Même son de cloche au bureau du maire d'Ottawa Larry O'Brien, où le budget est dans l'ensemble bien accueilli, notamment pour la question des investissements sur deux ans de 27,5 milliards \$ pour les infrastructures à

travers la province.

Ce montant s'ajoute aux 5 milliards \$ que le fédéral investira en Ontario pour les infrastructures afin de stimuler l'économie et de créer des emplois.

« Nous sommes contents, car ça confirme ce qu'on laissait entendre et met ainsi fin aux spéculations, à savoir que la province investira avec le fédéral en infrastructure. Nous nous attendons à recevoir une bonne portion de ces montants pour les infrastructures d'Ottawa », indique le chef de cabinet du maire, Éric Lamoureux.

Le bureau de M. O'Brien est aussi rassuré de constater que l'harmonisation en 2010 de la taxe de vente provinciale avec la taxe fédérale de 5 % sur les produits et services (TPS) exemptera les municipalités.

« On craignait que si ce n'était pas le cas, cela engendre des dépenses supplémentaires à la Ville et donc aux contribuables d'Ottawa », ajoute M. Lamoureux.

Malgré la situation économique difficile, le budget ontarien est accueilli d'un bon oeil par l'Association des enseignantes et des enseignants franco-ontariens (AEFO).

« L'éducation est toujours une priorité et en première analyse, ce budget semble respecter les engagements déjà pris par le gouvernement McGuinty, notamment sa promesse d'assurer au système d'éducation un financement stable », affirme le président de l'AEFO, Benoît Mercier.

Le président est rassuré de voir que le budget respecte la nouvelle convention collective signée à l'automne dernier et qui prévoyait une hausse des salaires de 12 % sur quatre ans.

« Nous voyons aussi d'un bon oeil les nouveaux investissements qui, bien que modestes, appuieront le perfectionnement professionnel du personnel enseignant et la mise en place de communautés d'apprentissage professionnelles », ajoute M. Mercier.

Le président de l'AEFO qui compte 9500 membres s'attend à connaître dans les prochains jours les détails de l'enveloppe de financement en éducation qui reviendra aux conseils scolaires francophones de la province.

Taxes harmonisées

La députée d'Ottawa-Vanier et ministre des Services sociaux et communautaires de l'Ontario, Madeleine Meilleur, précise que le budget de son gouvernement vise à stimuler l'économie tout en venant en aide aux familles et aux gens démunis ainsi qu'à la classe moyenne sans oublier les entreprises avec les réductions des taux d'imposition.

La ministre défend la taxe de vente harmonisée inscrite au budget, disant que 130 pays déjà l'ont adoptée, ainsi que le Nouveau-Brunswick, Terre-Neuve et Labrador et la Nouvelle-Écosse.

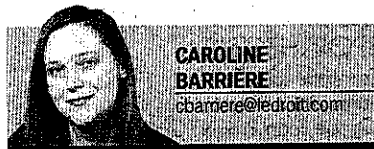
« Avec cette harmonisation, ce sont 4 milliards \$ que les gens auront en retour d'argent. Cette taxe permettra dès juillet 2010 de remettre 1000 \$ aux familles gagnant moins de 160 000 \$ par année et 300 \$ pour une personne vivant seule et gagnant moins de 80 000 \$ par an. Ce sont 93 % des contribuables ontariens qui payeront moins d'impôts », dit-elle.

Mme Meilleur est d'avis que cette taxe permettra d'attirer davantage d'investisseurs en Ontario. « Cette taxe coûtera 2,3 milliards \$ à l'Ontario, alors ce n'est pas pour faire de l'argent qu'elle est mise en place. »

FORUM

Éditorial

Un budget sans surprise



CAROLINE BARRIÈRE
cbarrere@ledroit.com

Le budget ontarien rendu public hier n'étonnera personne. Le gouvernement de Dalton McGuinty a, depuis quelque temps, dévoilé certains chiffres et données qui avaient déjà pavé la voie au ministre des Finances, Dwight Duncan. Les contribuables avaient donc une bonne idée de ce qui les attendait.

Les Ontariens savaient qu'ils auraient à affronter des déficits de taille au cours des prochaines années.

Ils s'attendaient à ce que celui de 2009 avoisine les 14 milliards \$, mais probablement pas que des budgets déficitaires seraient prévus jusqu'en 2015-2016.

Ils avaient aussi été informés des 27,5 milliards \$ en investissements et consacrés aux programmes d'infrastructures pour les routes, le transport, la santé, l'éducation et les villes, afin de créer de l'emploi et de stimuler l'économie pour mieux la relancer.

Mais la mesure qui risque de faire le plus de vagues est sans contredit l'harmonisation des taxes fédérale et provinciale prévue en 2010. La province a emboîté le pas à certaines provinces de l'Atlantique et au Québec en jumelant sa taxe de vente au détail de 8 % à la taxe fédérale sur les produits et services de 5 % afin d'obtenir une taxe harmonisée de 13 %. Ce sont évidemment les familles à faibles revenus qui écoperont le plus. Voilà pourquoi une série d'initiatives leur sont consacrées. Les particuliers pourront aussi compter sur une baisse d'impôts.

La taxe de 13 % risque de provoquer des hausses de prix de certains produits, services et denrées essentiels et c'est pourquoi le ministre a annoncé que les ménages gagnant moins de 160 000 \$ se verront verser une somme de 1000 \$ pour compenser.

Pour ne pas s'attirer les foudres des électeurs, certaines exemptions demeureront en vigueur. Le gouvernement libéral voulait éviter de reproduire le scénario de 2003 où il avait

été critiqué pour son impôt-santé.

Pour les entreprises qui réclamaient depuis longtemps cette harmonisation, l'annonce constitue une bonne nouvelle, car elle augmentera leur compétitivité en réduisant leurs coûts d'environ 100 millions \$ par année, une variable essentielle dans le climat économique actuel. Les sommes pourront donc être réinvesties ailleurs. La baisse d'impôts promise ira également en ce sens tant pour les entreprises que pour les industries du domaine manufacturier.

La situation économique n'est pas rose en Ontario où les secteurs manufacturier et de l'automobile continuent d'appeler à l'aide et où des milliers de travailleurs se font montrer la porte, soit de manière temporaire ou définitive. Le taux de chômage avoisine actuellement les 9 %.

Le budget de Dwight Duncan n'est pas sans rappeler celui de son vis-à-vis à Ottawa, Jim Flaherty, qui comprenait une série d'initiatives variées favorisant les entreprises en vue de se sortir de la récession. Le pari est risqué, mais au point où sont les choses, Dalton McGuinty n'avait pas le choix.

Même si le portrait est sombre et les résultats incertains, l'Ontario n'est pas au bord du gouffre.

Sa dette financière nette par habitant est bien moins élevée qu'au Québec.

Selon Statistique Canada, elle était de presque 9000 \$ au 31 mars 2007 comparativement à près de 14 000 \$ chez sa voisine. Même si ces données ne sont pas très récentes, elles signifient que l'Ontario possède une marge de manœuvre plus importante que le Québec parce que son niveau d'endettement est plus bas. La province est en meilleure position pour contracter une dette.

Toutefois, il faudra voir comment, à moyen terme, Dalton McGuinty pourra redresser la situation. Il doit éviter le retour à l'époque des déficits chroniques qui étaient la norme au début des années 1990. La province, qui fut jadis le cœur de l'économie canadienne, n'est plus attrayante pour les investisseurs. Espérons qu'elle le redeviendra.

LEDROIT, LE VENDREDI 27 MARS 2009

LeDroit

DIRECTION GÉNÉRALE
Président et éditeur Jacques Pronovost
Adjointe admin. Véronique Harrington
Promotions Marjorie Vallée

ADMINISTRATION ET FINANCES
Directeur Patrice Bellehumeur
Contrôleur financier Sara Gaulin
Services admin. et paie Lynne Bazinet

RÉDACTION
Rédacteur en
Chef des nou

BUR
CASI

Upper Canada board finds way to start school after Labour Day

BY JOANNE LAUCIUS, THE OTTAWA CITIZEN MARCH 27, 2009 6:46 AM

OTTAWA-The Upper Canada District School Board has circumvented the problem of starting classes before Labour Day by holding two professional development days in early September instead. School boards across the province have been grappling with the problem of fitting all the 194 days of school time provincial law requires into the school calendar between Sept. 1 and June 30, including six professional days and statutory holidays. Labour Day is a late Sept. 7 in 2009, creating the calendar squeeze.

Some school boards, such as Ottawa's public and Catholic boards, have opted to start school before Labour Day.

The Upper Canada board, which covers much of Eastern Ontario outside Ottawa, also considered an early start, but then decided to look at an option that would include professional development days on Sept. 2 and 3, with Sept. 4 as a holiday, to create a four-day weekend for teachers. Students start school Sept. 8, the day after Labour Day.

A letter from Education Minister Kathleen Wynne verified that the board could go ahead. Unions "saw it as a viable option, given the peculiarities of the situation," said superintendent of school operations Ted Kennedy.

The proposal is to be submitted to the Ministry of Education by May 1 for government approval.

© Copyright (c) The Ottawa Citizen

Teacher charged in child-porn sting

Parents angry arrest made in front of students

BY TONY LOFARO, THE OTTAWA CITIZEN MARCH 27, 2009

The arrest of a Grade 5 teacher this week on a charge of possession of child pornography should not have been done in front students, parents say.

Ottawa police arrested a 33-year-old teacher on Monday afternoon at Jeanne Sauvé elementary school on Gardenway Road in Orléans after an extensive investigation with the RCMP. Seven other Ottawa residents and a Gatineau man were charged with child pornography and other offences.

The charges are related to Project Salvo, in which 71 search warrants were executed and 57 suspects were arrested across Canada in what police said is the largest co-ordinated investigation into Internet-facilitated child abuse in the country.

Charged with one count of possession of child pornography is teacher Paul André Dumais.

"If it (the arrest) could have been done otherwise it would have been a lot better -- but not in front of the kids," said Chantal, a parent who attended an information meeting Thursday night at the school. (She declined to give her last name).

Dozens of parents were at the meeting where police officers and a crisis-management team discussed the charges against Dumais.

Chantal said many students are upset about the allegations against Dumais, who is described as "popular" and a "role model."

"Some of the students seem to be pretty upset and are in between denial and hope that the police are wrong. But I think everyone realizes the seriousness of the situation," she said.

Dumais has been at the school for four years and has taught English, drama and physical education.

He's been suspended from the school pending the police investigation. Previously, he taught at Le Prélude, an elementary school in Chapel Hill.

While Dumais was arrested Monday, a letter about the arrest was sent out to parents on Wednesday.

Sherry Courchaine said the charge against Dumais has been disturbing only because many of the students are fond of him.

"The kids love him," said a visibly upset Courchaine, standing outside the school.

"I can't say that I know him very well. I've seen him and I know who he is and I know my kids have had him in school. It's appalling, but I want to give the gentleman the benefit of the doubt and let the courts take their course and see where things end up."

She said the mood of the parents at the meeting was of concern for the safety and well-being of their children.

"People want to know is my child implicated, although the police can't divulge too much information at this point. I don't have reason to believe that my children were involved in anything, nor do I have any reason to believe that any children at the school were involved," she said.

Donna Leith-Gudbranson, who works in Councillor Rainer Bloess's office, also attended the meeting. She said a constituent called the office concerned about the arrest, which his child had witnessed.

"He was upset because his six-year-old child had witnessed the teacher being led away by police," Leith-Gudbranson said.

Also charged

- Michael Kennefick, 22, of Ottawa: one count possession of child pornography (Canada-wide warrant issued -- out of country).

- Richard Contant, 46, of Ottawa: one count possession of child pornography.

- Thea Bradford, 38, of Ottawa: one count possession of child pornography, three counts possession of substance for the purpose of trafficking.

- Robert Desmarais, 40, of Ottawa: one count possession of child pornography, three counts possession of a substance for the purpose of trafficking.

- Donald Etmanskie, 51, of Ottawa: three counts possession of a substance for the purpose of trafficking.

- Stéphane Durocher, 36, of Ottawa: two counts possession, one count making available child pornography.

- Andrew Burke, 43, of Ottawa: one count possession of child pornography.

- Patrick Dupuis-Gendron, 26, of Gatineau: two counts possession, one count making available child pornography, and one prohibited-weapon charge

© Copyright (c) The Ottawa Citizen

March 27, 2009



Orleans teacher nabbed in kid porn ring

Nine suspects from Ottawa-Gatineau charged in major nationwide bust

By JON WILLING, SUN MEDIA

A drama teacher at an Orleans elementary school is one of the suspects charged after a nation-wide child exploitation crackdown.

The teacher is being prosecuted on a child pornography charge, one of more than 100 laid by police agencies across the country this week.

RCMP say the 57 arrests result from the largest ever co-ordinated investigation into Internet-assisted sexual abuse. Ottawa police's Internet child exploitation squad made eight arrests this week in Ottawa and Gatineau as part of the investigation.

Paul Andre Dumais, 33, is charged with one count of possession of child porn. He has been teaching drama, English and phys-ed at Jeanne-Sauve school. The school board has temporarily relieved Dumais from his job.

The National Child Exploitation Centre quarterbacked Project Salvo, which involved 35 agencies carrying out investigations in every province and territory.

COMPUTERS SEIZED

Police executed 71 search warrants and seized about 130 computers and thousands of computer-related media. Investigators, who spent three months planning the busts, expect more arrests to follow.

At a news conference yesterday, RCMP Sgt. Dave Fox said the accused come from all walks of life. Fox said some children were removed from abusive environments.

"They're not virtual kids, they're real kids," Fox said, calling the arrests a "moral victory" for cops.

Police representatives said police agencies are establishing strong ties to root out Internet-trolling sex abusers.

"They're not going to be able to hide behind their computers forever," Fox said.

Lianna MacDonald, Canadian Centre for Child Protection executive director, said Canadians need to "wake up" to the signs of sexual abuse. The centre yesterday launched a child sexual abuse prevention kit.

LOCAL CONNECTION

- Stephane Durocher, 36, of Ottawa charged with one count of making child porn available, two counts of possession of child porn.

- Thea Bradford, 38, and Robert Desmarais, 40, both of Ottawa, charged with one count of possession of child porn, three counts of possession of a substance for the purpose of trafficking.

- Richard Contant, 46, Andrew Burke, 43, both of Ottawa, charged with possession of child porn.

- Ottawa police have an arrest warrant for Michael Kennefick, 22, who is wanted for possession of child porn.

- Donald Etmanskie, 51, of Ottawa charged with three counts of possession of a substance for the purpose of trafficking.

- Patrick Dupuis-Gendron, 26, of Gatineau charged with two counts of possession of child porn, one count making child porn available and one count of having a prohibited weapon.

canoe network ... **cnews****OTTAWA
SUN**

March 27, 2009

Man critical after being hit by school bus

Paramedics revive lifeless victim at scene

By SUN MEDIA

A man was transported to hospital in critical condition yesterday after he was struck by a school bus at the intersection of Russell Rd. and Haig Dr.

Police say the crash occurred at about 11:15 a.m.

REVIVED

The collision left the 50-year-old man without vital signs, but paramedics managed to revive him at the scene.

He was taken to hospital with life-threatening head injuries.

The driver of the bus and all three children aboard weren't injured in the incident.



A school bus sits at the intersection of Russell and Haig yesterday after hitting a pedestrian. (Terry Gable photo)

Blind man struck by school bus

Alta Vista resident in critical condition after being hit while crossing on green light

BY DANIEL NUGENT-BOWMAN, THE OTTAWA CITIZEN MARCH 27, 2009 6:45 AM

OTTAWA-Rick Beaupre's Alta Vista neighbours know he is, in the words of one, "very blind." They know also that the 50-year-old's visual impairment never deterred him from walking to Riverside Hospital three times a week for dialysis treatments, making solo trips to a nearby Burger King, and even building a porch.

Thursday, they were shocked to learn he had been struck by a school bus while crossing an intersection on a green light, leaving him in critical condition with severe head injuries.

Beaupre was hit at the intersection of Russell Avenue and Haig Drive, just metres from the house where he lives alone, shortly after 11 a.m.

Police said the female driver and three young children on the bus were not hurt.

The crosswalk does not have buzzers to aid visually impaired pedestrians, but Const. Wally McIlquham confirmed Beaupre had a green light.

The bus had stopped for a red light and was turning onto Haig.

Thursday afternoon, a white cane remained in the roadway as investigators photographed the scene.

According to Ottawa paramedics, the man showed no vital signs when they arrived.

They revived him and rushed him to the Civic campus of The Ottawa Hospital.

Despite the obstacles in his life, Beaupre is a handyman who works at renovating recreation rooms, neighbours said.

"I once saw him take apart a lawnmower and put it back together. He would put everything in jars so he knew where it was," said friend and neighbour Walter Dey. "He just wanted people to tell him which one the white wire was."

Dey, 84, who has known Beaupre for at least five years after meeting him at the Ottawa Masonic Centre on Walkey Road, has always been astonished by Beaupre's independence, especially after his guide-dog died a year ago.

Beaupre's mother lives in Sault Ste. Marie. A sister is in Ottawa, but Beaupre rejected friends' suggestions that he move in with her.

"He's had some pretty bad luck from what I understand," said Vera Zenter, the next-door neighbour. "He's been in dialysis for a while now."

Moe Suliman recalled seeing Beaupre nearly every day when he picked up his children from another school bus that stops in front of Beaupre's house. He hopes Beaupre can recover.

"He's a very, very nice man," he said. "I feel so badly. I'm going to try to visit him at the hospital."

Calls to the school bus company, Stock Transportation, were not immediately returned. The police investigation continues.

© Copyright (c) The Ottawa Citizen



March 27, 2009

Teenaged armed robber pleads guilty; gets bail

Knife-wielding thieves locked, up, tied up staff, stole thousands in cash and goods

By TERRI SAUNDERS, COURTS BUREAU

Three teenage boys went on a crime spree over a three-month period that netted them thousands of dollars in cash, dozens of cellphones and a raft of criminal charges, court heard yesterday.

One of the boys, a 17-year-old who can't be identified because of his age, pleaded guilty to a series of charges related to robberies at a city drug store, a telecommunications shop, two cash stores and a Tim Hortons between Nov. 30, 2008, and March 2, 2009.

According to an agreed statement of facts, during the course of the robberies, employees were often confined inside the businesses and tied up with duct tape while the teens stole money and property from the stores.

One of the boys pleaded guilty yesterday to conspiracy to commit robbery, wearing a disguise with the intent to commit an indictable offence, possessing a knife and forcible confinement.

DUCT TAPE

He was released on a \$75,000 bond and has four sureties -- his mother, father, grandfather and aunt. It's expected he'll be sentenced in the fall.

In the statement of facts, court learned about the somewhat sophisticated way the teens operated.

Having at least some knowledge about how some of the stores conducted business when opening, the teens would enter and take control of employees by either moving them to interior rooms or by putting duct tape around their hands, their feet or their mouths.

In some cases, the boy who pleaded guilty yesterday used a large butcher knife to force employees to follow his orders, which often included opening store safes.

In one robbery at a Rogers Wireless shop on Carling Ave., the teens made off with just \$220.06 in cash but stole \$10,645 worth of cellphones.

At a robbery at a PharmaPlus store in the Bayshore Mall, two of the boys, including the one who pleaded guilty, stole \$12,518.06 in cash and OC Transpo tickets worth \$9,229.

STAKED OUT STORE

On the evening of March 4, police began conducting surveillance on two of the boys and eventually watched them observing a cash store on Wellington St. over a 90-minute period.

The boy who pleaded guilty yesterday was arrested March 7 and found to be in possession of a BlackBerry identified as having been stolen from the Rogers store.

Officers took note of a message on the screen from what appeared to be a female acquaintance: "I don't know what the f--- your (sic) into but get out (name.) Be good or you'll be in jail. Stop (name)."

Search warrants executed on the boy's locker at school as well as at one of the other teen's homes resulted in the seizure of clothing identified on a series of surveillance videos and a number of cellphones.

The other youths' charges remain before the courts.

TERRI.SAUNDERS@SUNMEDIA.CA

canoe network ... **cnews**

March 27, 2009

Boy, 15, faces gun and assault charges

By **TERRI SAUNDERS, COURTS BUREAU**

A 15-year-old boy who police say threatened another student with an unloaded .357 magnum handgun he brought with him to school Wednesday was released on bail yesterday.

The teen, who cannot be identified under provisions of the Youth Criminal Justice Act, barely uttered a word as his lawyer, Peter Beach, and assistant Crown attorney George Dzioba put before Justice of the Peace Ivana Baldelli a list of conditions the boy must adhere to upon release.

Standing in the prisoner's box just a few feet from where his grandmother and father sat, the 15-year-old listened as Baldelli warned him he is not to have any communication with the student he allegedly threatened.

NUMEROUS CHARGES

Charged with a string of weapons offences, including assault with a weapon, carrying a concealed weapon and possessing a stolen weapon, the teenager must reside at either his grandmother's or father's house, both of whom live on the outskirts of the city.

He must abide by a 9 p.m. to 6 a.m. curfew and is not allowed to go within 500 metres of South Carleton High School unless he's in the process of being readmitted to the school or has been re-enrolled as a student.

His grandmother and father were both named as sureties for the boy, and each had to post a \$500 bond to secure his release.

He must also enrol in school or find a job and take any counselling as arranged by his grandparents.

The boy is expected to be back in court next month.

TERRI.SAUNDERS@SUNMEDIA.CA